

Valeurs et intérêts dans la résistance

LAURENT LAPLANTE, *Stephen Harper le néo-Durham*, Québec, Éditions MultiMondes, 2012, 109 pages

Robert Laplante

Volume 7, Number 1, Fall 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67930ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Laplante, R. (2012). Review of [Valeurs et intérêts dans la résistance / LAURENT LAPLANTE, *Stephen Harper le néo-Durham*, Québec, Éditions MultiMondes, 2012, 109 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(1), 32–33.



LAURENT LAPLANTE
**STEPHEN HARPER LE
NÉO-DURHAM**

Québec, Éditions MultiMondes, 2012,
109 pages

Journaliste remarquable, essayiste rigoureux et commentateur avisé de notre vie nationale, Laurent Laplante livre ici un plaidoyer aussi implacable qu'angoissé. Le Québec n'a plus d'avenir dans le Canada, avance-t-il, Harper et sa gouverne s'inscrivent en droite ligne dans la politique du rapport Durham. Pour le Québec, l'alternative est aussi simple sur papier qu'elle est compliquée dans le réel: il faut en sortir ou disparaître.

Laplante porte dans des pages lumineuses un diagnostic implacable sur notre enfermement dans un Canada qui se recompose sans le Québec. Minorisation démographique consommée, marginalisation politique irréversible dans un régime qui pratique un mépris ouvert pour notre réalité nationale, tout cela décrit par le menu, Laplante est convaincant. Sur tous les plans le Québec est à la merci d'une majorité au mieux indifférente, au pire méprisante. S'il n'en sort, le Canada lui rétrécira sans cesse la marge de manœuvre et le condamnera à une régression politique dégradante.

La situation, estime-t-il, n'interpelle pas seulement les indépendantistes, mais tous les Québécois fidèles à eux-mêmes et à leur héritage, car le règne de Harper va modifier en profondeur et de manière irréversible le régime canadien. Laplante n'envisage cependant pas un seul instant qu'il y a ici une phalange d'inconditionnels du Canada qui est prête à tous les renoncements – y compris à la dignité. Son raisonnement repose encore sur l'idée que la loyauté au Québec d'abord est ici universellement partagée. C'est une illusion que neuf ans de corruption libérale auraient dû pourtant dissiper.

À ceux-là qui pensent qu'il ne pourrait s'agir que d'un mauvais moment à passer et qu'une alternance qui ramènerait au pouvoir les libéraux ou le NPD ou un parti né de leur fusion, Laplante sert une brillante leçon de politique. Les institutions aussi profondément modifiées ne se redressent pas facilement et il est illusoire de penser revenir au *statu quo ante*. D'autant plus illusoire que, le temps passant, les orientations conservatrices vont façonner les mentalités et déplacer le centre de gravité de la politique canadienne. L'obscurantisme dans lequel le plonge le gouvernement Harper va changer le Canada de manière si durable que le Québec, à qui le temps est compté, brûlera ses dernières énergies à essayer de surnager.

VALEURS ET INTÉRÊTS DANS LA RÉSISTANCE

Robert Laplante

Laplante est convaincu qu'il n'y a qu'une façon d'en sortir: par un projet social-démocrate de souveraineté, un projet de centre gauche pour s'opposer aux valeurs de droite. Son plaidoyer est un classique du projet péquiste première manière. En cela, il est quelque peu anachronique même s'il consacre de brillantes pages à dénoncer la mollesse et l'évolution erratique de ce parti. Rédigé avant les dernières élections, l'ouvrage ne remarque pas le récent recentrage vers la gauche verte et sociale-démocrate du PQ. Mais ce n'est pas tant par ce retard sur l'actualité que par l'architecture de son argumentaire que l'ouvrage provoque malaise.

C'est le point aveugle dans la démonstration de Laurent Laplante qui reste attaché à la représentation des deux solitudes entre lesquelles il faudrait dresser des passerelles par le dialogue mettant en évidence les valeurs communes.

En effet, opposant les valeurs québécoises de gauche à un Canada de droite, Laplante atténue le rapport de domination, n'en faisant qu'une affaire de mentalité et de choix éthique. C'est ainsi qu'il s'attend à ce que les anglophones du Québec et les immigrants anglicisés qui forment l'essentiel du contingent de la population anglaise du Québec se détachent du Canada au nom de valeurs québécoises partagées dans un commun attachement à la démocratie et à la social-démocratie. C'est une attente d'autant plus angoissée que Laplante est convaincu que le «Québec francophone ne peut pas, dans l'état actuel de la démographie canadienne, contrer à lui seul la déferlante Harper ni même s'extraire de la Confédération» (p. 81). Le corridor est bien étroit pour définir une position qui permettrait de tenir un référendum gagnant.

Reconnaissant lui-même que l'espoir est mince qu'une frange substantielle de la population anglaise ne rompe avec le Canada, n'hésitant pas à reconnaître sa position comme utopique Laplante n'en continue pas moins de plaider en faveur d'un tel rapprochement qui permettrait peut-être, pense-t-il, d'aller chercher au moins les quelques milliers de voix qui donneraient une majorité à un référendum sur la souveraineté. C'est une bien petite fenêtre sur l'optimisme et un pronostic assez peu mobilisateur que de penser l'avenir sur les moyens de séduire une minorité de blocage.

La faiblesse de raisonnement, ici, ne renvoie pas à la défaillance de la pensée de

Éditions distribuées par Éditions MultiMondes
Laurent Laplante

**STEPHEN HARPER
LE NÉO-DURHAM**



l'auteur, mais bien aux limites du paradigme dans lequel il pense le combat pour la nécessaire souveraineté. L'erreur consiste à penser que l'attachement aux principes du fédéralisme et au respect de la démocratie primera leur loyauté au Canada. On reconnaîtra là une certaine candeur qui marque profondément le mouvement souverainiste.

La politique n'est pas qu'affaire de valeurs, elle est aussi et surtout affaire d'intérêt. Pour faire changer les allégeances, il faut jouer sur les deux registres, sinon l'on se perd en parlotte, comme cela s'est produit depuis quarante ans que le PQ multiplie les déclarations d'ouverture sans entamer le vote massif de la population anglicisée. C'est le point aveugle dans la démonstration de Laurent Laplante qui reste attaché à la représentation des deux solitudes entre lesquelles il faudrait dresser des passerelles par le dialogue mettant en évidence les valeurs communes. Cette représentation masque la logique fondamentale des rapports entre cette minorité et la majorité. La population anglicisée du Québec, quel que soit son attachement déclaré à celui-ci, n'y vit pas comme une minorité, mais bien comme un avant-poste d'une majorité. Elle peut le faire parce qu'elle est soutenue par un dispositif institutionnel si puissant qu'il lui permet d'infléchir les rapports dans lesquels tente de l'inscrire la majorité francophone légitime.

En refusant de reconfigurer les institutions anglaises et en laissant jouer à fond la politique fédérale de concurrence des modèles d'intégration pour les immigrants, le Québec de la loi 101 s'est lui-même neutralisé tout en se berçant d'une dangereuse illusion de sécurité culturelle. Et il a laissé se constituer une population anglicisée dont l'essentiel du contingent démographique n'a rien à voir avec la minorité anglaise historique. Ce contingent vit et se pense dans la culture politique canadienne soutenu par des

suite de la page 32

institutions et un appareil médiatique qui lui fournissent l'essentiel de ses représentations.

Le plaidoyer de Laplante est incapable de saisir ce fait déterminant et du coup, il ne peut redéfinir le combat pour l'indépendance autrement que sur l'horizon du référendum et dans la rhétorique pédagogique. Il a beau se dire d'accord avec Vadeboncoeur et penser que le Québec devra « gouverner ou disparaître », son plaidoyer reste bien moins utopique qu'innoffensif. Pour ouvrir l'avenir il ne s'agit pas de triompher des solitudes, mais bien de se penser dans l'Altérité et apprendre à composer avec l'adversité. Vivre, c'est se poser et s'opposer. ❖



STÉPHANE GOBEIL
UN GOUVERNEMENT DE TROP
 Montréal, VLB éditeur, 2012, 184 pages

V oici un petit manuel destiné aux militants souverainistes qui, au cours des années à venir, auront à faire du travail de communication politique en faveur de l'indépendance. Stéphane Gobeil s'est donné pour tâche d'équiper ces militants qui s'aventureront sur le terrain des discussions économiques. Il les a documenté sur la question des coûts, pour le Québec, de vivre avec deux gouvernements au lieu d'un seul. L'ouvrage, bien documenté tout en étant rédigé de manière très accessible et vivante, ne pourra satisfaire pleinement, me semble-t-il, les spécialistes de finances publiques; il est par contre tout à fait adéquat pour ce qui est de préparer militants et sympathisants à la tâche de « leader d'opinion ».

Les utilisateurs ciblés trouveront une masse de faits et d'évaluations synthétiques portant sur l'action du gouvernement fédéral de même qu'une foule d'anecdotes très éloquentes quant à la mesquinerie de plusieurs décideurs opérant depuis Ottawa. Cette documentation montre les inconvénients de la fédération – et a contrario les avantages d'un État souverain – en considérant, dans une foule de secteurs, les coûts du dédoublement bureaucratique et en évaluant la part de l'intervention fédérale reçue par le Québec par rapport à la taille de sa population. L'auteur utilise des données officielles et a principalement recours aux comptes publics fédéraux; il couvre par ailleurs vingt-six thèmes en commençant par les affaires étrangères et les affaires indiennes. À mon avis, un militant bien informé et surtout habile pour ce qui est de la discussion politique trouvera une foule de faits et arguments à mettre dans sa besace.

Redisons-le: l'ouvrage n'est pas destiné aux débats entre spécialistes et ne suffira pas à équiper ceux qui affronteront devant l'opinion les économistes au service du camp fédéraliste: il faudrait notamment déployer une rhétorique beaucoup plus technique que celle que l'on trouve dans le livre. Toutefois, l'ouvrage est approprié compte tenu de l'usage auquel il est destiné. Le livre part de deux prémisses: la première est que la bataille identitaire, cruciale lorsqu'il s'agit de lutte pour la souveraineté, a été largement gagnée par les nationalistes auprès de l'électorat francophone; la seconde est que les électeurs québécois sont sensibles aux discours économiques formulés en termes d'intérêt collectifs tangibles (« What's in It for Us »). L'auteur considère en revanche qu'il existe beaucoup d'indécision quant à la faisabilité et la désirabilité économique de la souveraineté, surtout lorsque l'on met en balance la question de la dette publique ou que l'on fait miroiter les bénéfices du mécanisme de péré-



quation. D'où la nécessité d'un effort de communication systématique en la matière. Le préfacier du livre, Jean-François Lisée, remarque à ce propos que l'estime de soi des Québécois en matière économique est plus élevée qu'on le croit généralement et qu'il existe probablement dans la population un bon niveau de réceptivité envers le discours souverainiste pour peu que les indépendantistes eux-mêmes entreprennent d'occuper ce terrain des questions économiques.

Au cas par cas donc, Gobeil montre le coût important du fédéralisme et donne une bonne idée de l'ampleur de la bureaucratie (dont la taille n'a pas décré sous le régime des conservateurs contrairement à ce que l'on croit souvent). Cela lui permet de faire valoir avec force au fil des pages – et avec encore beaucoup de vigueur dans la synthèse finale – que, du point de vue de l'intérêt du Québec, l'indépendance sera très vraisemblablement une bonne affaire et ce, sans nier les apports de la péréquation. L'auteur explique dans une large mesure le caractère non rentable pour le Québec de la fédération par deux grands ordres de raisons: 1) le dédoublement de gouvernement est un phénomène bureaucratique coûteux et souvent peu efficace; 2) le gouvernement fédéral est le gouvernement des autres, celui de la majorité anglophone, et il est clair, lorsque l'on regarde ses dépenses, qu'il pense et agit en fonction des intérêts des majoritaires.

La lutte des idées est une réalité éminemment contingente et ce n'est pas parce que l'on s'est équipé et préparé que le point de vue que l'on défend prévaudra. Il est par contre évident que négliger de se préparer c'est donner l'avantage à l'adversaire. Le manuel de Gobeil constitue un apport solide parce que bien calibré en fonction du public ciblé; j'ose espérer que l'auteur a d'ores et déjà entrepris d'identifier les principales répliques en provenance du camp fédéraliste.

Martin David Blais